

Air France complice

Sur les 30 000 expulsions de sans-papiers organisées en 2008 par le gouvernement, 6500 – soit 20 par jour – ont été assurées par Air France.

Au cœur de cette mécanique qui applique quotidiennement des lois inhumaines, Air France joue donc un rôle essentiel : la compagnie assure l'État de son soutien logistique, et permet l'expulsion physique de toutes ces personnes (adultes, mais aussi enfants), vers des pays dans lesquels ils ne veulent pas retourner, et auxquels ils sont parfois devenus étrangers.

Nous voulons aujourd'hui pointer du doigt cette compagnie civile utilisée à des fins policières. Et au-delà d'Air France, nous ciblons toutes les compagnies aériennes et maritimes qui jouent ce rôle de policier à travers leur participation logistique aux expulsions de sans-papiers.

Si en 2006, Air Canada, sous la pression des citoyens et des actionnaires, a arrêté de collaborer avec les autorités fédérales pour expulser les sans-papiers, un mouvement mobilisateur fort nous permet d'envisager le même type de renoncement de la part d'Air France.

Le problème ne serait pas résolu, nous en sommes conscients, mais nous aurions franchi une belle étape.

Un objectif commun :

C'est pourquoi nous voulons organiser une action d'ampleur nationale pour dénoncer la complicité du groupe Air France dans l'expulsion des sans-papiers et en **obtenir l'arrêt total**. Cette campagne a pour but d'influencer l'ordre du jour de l'assemblée générale d'Air France (prévue le 8 juillet 2010) et le vote des actionnaires, pour aboutir à l'application de nos revendications.

Cette campagne débutera dès le début du mois d'avril et nous aurons alors trois mois pour faire plier Air France en agissant le plus régulièrement possible jusqu'au jour de l'AG. Dans un but de visibilité, il nous semble crucial que les différentes actions que nous organiserons dans les différentes agences Air-France **commencent à une même date fixée au samedi 17 avril**, et qu'elles se répètent le plus fréquemment possible jusqu'à la date de l'AG d'Air France en rassemblant le plus de monde possible. À titre indicatif, nous avons déjà prévu de répéter l'opération au minimum le 15 mai et 29 mai.

Notre proposition d'action :

Il s'agit tout d'abord de faire monter la pression chez Air France en agissant de façon **individuelle**. Plus le nombre de personnes interrogeant les guichetiers sur la complicité d'Air France dans les expulsions des sans-papiers sera important et plus ces questions auront des chances de remonter au sein de la hiérarchie. Il est donc intéressant d'aller à titre individuel se faire passer pour un client potentiel dans une agence pour ensuite poser les questions dérangeantes et enfin ne pas acheter le billet. Ces initiatives, si elles sont répétées, renforceront les actions collectives menées tout au long de la campagne.

Le type d'action collective choisi reste sous la décision des groupes qui les porteront dans les différentes villes de France. Nous proposons néanmoins quelques lignes directrices qui pourraient nous donner à tous une cohérence et une visibilité plus importante.

L'action que nous évoquons s'appuie sur deux leviers :

- 1) Ternir l'image de marque
- 2) Les blesser au porte-monnaie

En premier lieu, il nous semble primordial de rester dans le cadre de **la non-violence**. Pour cette action, un seul message clair. **Notre revendication est « l'arrêt total de la complicité d'Air France à**

l'expulsion des sans-papiers ». Non pas que la politique du gouvernement ne soit pas aussi à critiquer, mais notre message n'en sera que mieux relayé et aura un impact fort.

Il s'agit de pointer du doigt Air France, en mettant sur le devant de la scène cette complicité à l'éthique douteuse sur laquelle la compagnie se garde bien de communiquer. Et à partir d'Air France, opérateur principal des expulsions de sans-papiers, **nous appelons les citoyens à se renseigner sur l'éventuelle complicité des compagnies qu'ils empruntent.**

Notre proposition d'action est celle d'une **occupation massive des boutiques Air France un jour de forte affluence**. Celle-ci pourrait prendre des formes différentes, mais l'objectif serait de **bloquer l'activité commerciale des boutiques** visées, et d'utiliser un levier d'action économique pour qu'Air France accède à nos demandes.

La forme générale de l'une des actions prévues par le collectif « Stop aux expulsions » est la suivante :

Le groupe d'activistes arrivera de manière échelonnée dans l'agence Air-France dès l'ouverture, en se comportant comme des clients « normaux » venant se renseigner pour acheter des billets. Le but étant de bloquer l'activité commerciale de l'agence. Le nombre de « faux clients » augmentant rapidement au sein de l'agence, l'intérêt sera aussi d'être rapidement assez nombreux pour que les vrais clients soient découragés à la vue de l'encombrement de l'agence. Les clients ayant déjà posé des questions ne sortiront pas de l'agence, mais recommenceront la queue pour pouvoir poser d'autres questions, et occuper les guichets. Il est essentiel de rester dans une image de « clients » afin de ne pas générer de colère générale chez les vrais clients encore présents dans l'agence.

Lorsque l'occupation de l'agence aura assez duré pour qu'ils saisissent notre pouvoir de blocage de leur activité commerciale, alors la fin de l'action (peut-être une heure avant la fermeture officielle de l'agence) pourra être marquée par la demande et l'obtention d'un entretien avec le directeur de l'agence. Il ne s'agit pas pour nous de négocier quoi que ce soit (comme la fin de l'occupation) mais d'exposer notre revendication. Celle-ci lui sera exposée de façon précise par un ou plusieurs activistes (à titre personnel et non au titre de porte-parole d'un groupe). Il nous semble alors important qu'à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de ces agences, nous expliquions aux clients, à toutes les personnes qui passeront à notre portée, mais aussi aux salariés du groupe dont beaucoup n'ont pas d'opinion arrêtée sur la question, la complicité active d'Air France dans ces expulsions, et sortir de l'anonymat cette compromission écœurante.

L'intérêt escompté de ce mode opératoire est avant tout lié à des questions juridiques : si les personnes présentes au sein de l'agence ne revendiquent pas une action collective, ou une appartenance à un groupe constitué, et qu'ils ont un comportement de « client », les motifs permettant l'évacuation de l'agence seront difficiles à trouver et les moyens de répression des activistes difficiles à mettre en œuvre.

Notre objectif principal est ici de porter atteinte à l'image de marque d'Air France, pour attaquer l'entreprise directement à son porte-monnaie. Bien que nous ne soyons pas des adeptes inconditionnels de la communication médiatique, il nous paraît intéressant, pour atteindre cet objectif, d'avoir recours aux journalistes. Plusieurs propositions :

- Rédiger après l'action un compte-rendu qui pourra être diffusé le plus largement.
- Faire appel aux journalistes en amont de l'action.

Ce mode opératoire n'est qu'une proposition, mais bien d'autres sont possibles. Nous vous encourageons, bien entendu, à agréments vos actions de tous les éléments qui pourraient vous aider à communiquer et à augmenter votre visibilité (tracts, slogans, théâtre de rue, goûté avec petits gâteaux et le thé dans l'agence afin de favoriser les échanges...etc.).

Cet appel est lancé par le collectif « Stop aux expulsions ».

En espérant que de nombreux individus et organisations s'en saisiront.

À bon entendeur...